



Session de l'Assemblée de Corse
Le 24 septembre 2020
Discours du Président*
Jean-Guy Talamoni

Avant de commencer cette séance de rentrée, je voudrais que nous ayons une pensée pour les familles endeuillées, et en particulier celle d'Estelle Susini, née Bereni, agent de notre collectivité.

Dans cette crise, crise longue, incertaine et profonde que nous vivons aujourd'hui, nous devons faire preuve de responsabilité au niveau individuel pour nous protéger du virus, pour continuer à aider les personnels médicaux et nos proches qui pourraient pâtir des lacunes du système de santé en Corse. Respectons toutes les mesures sanitaires. C'est ce que nous faisons une nouvelle fois aujourd'hui, avec ces modalités particulières de réunion.

Au-delà du confinement, cette crise nous rappelle, combien l'homme a besoin des autres. Nous avons besoin des autres pour nous soigner. Nous avons besoin des autres pour travailler. Nous avons besoin des autres pour aller bien.

On pense parfois que la recherche d'argent peut mener au bonheur. Nous participons tous à la création de richesses. Ça n'est pas le seul fait de l'entreprise. Les institutions publiques y concourent de façon certaine. Or, depuis 30 ans, on a pu entendre à maintes reprises qu'il faudrait transmettre, transférer, donner quelques fois au secteur privé, les routes, les bateaux, les avions, l'eau, l'air, le ciel et la mer. Capable de gérer, capable de faire, le Privé s'est glissé dans tous les espaces de nos vies.

La crise de la Covid invite à prendre la direction contraire. Sans commerce, le Privé appelle le Public à l'aide. Privatisation des bénéfiques et concentration des dettes privées par la puissance publique ne peuvent qu'appauvrir la communauté. Même les hommes politiques qui défendaient les assurances contre les mutuelles, les cliniques contre les hôpitaux, mais encore la privatisation de la poste, des trains, et d'autres bien communs, restent silencieux ou demandent aides et emprunts.

On regrette que cette crise soit arrivée après la suppression de tant de lits d'hôpitaux. Qu'elle nous fasse mesurer combien nous avons besoin des autres et combien nous avons besoin de redéfinir

nos solidarités. L'hôtel a besoin de l'hôpital. Le transporteur a besoin de l'école. Le restaurant a besoin du musée et d'un environnement préservé. Le professeur a besoin de structures de communication et l'enfant de programmes éducatifs, de livres, d'émissions, de loisirs, d'apprentissages.

De nos jours, nous devons imaginer sans plus attendre le périmètre du champ d'action du Public. Nous sommes sollicités tous les jours pour répondre à de nombreuses demandes de soutien, de reconnaissance, de justice, pour le service d'aide à la personne avec l'ADMR, avec les marins, ou tant d'autres professions dont nous avons tous besoin.

En France, il y eut le CNR, le Conseil National de la Résistance définit le champ du Public avant que celui-ci ne fût érodé par tous les gouvernements, de gauche comme de droite.

Aujourd'hui en Corse, nous devons définir de façon claire ce que nous voulons gérer nous-même et ce que nous voulons gérer avec l'aide du Privé, pour son expertise et non pas uniquement pour lui laisser les bénéfices. Comment comprendre la privatisation de la poste, « La Poste », si elle existe pour financer, l'été les Canadair et l'hiver les MSAP ou d'autres réseaux de services publics dans des territoires abandonnés ayant perdu toute leur population.

Cette crise n'est pas encore derrière nous, mais il me semble qu'il est l'heure, comme le CNR l'avait fait, d'apporter notre contribution pour définir le service public que nous voulons sur une île du XXIème siècle. Nous sommes en période de résistance contre la Covid, que cette période soit aussi celle de moments de fraternité pour les plus faibles comme pour les jeunes qui nous succéderont demain.

Là est notre responsabilité.

Je vous remercie.

*Seul le prononcé fait foi